

## 13.4 Finances publiques locales

Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la France compte 34 166 communes regroupées en 2 601 groupements à fiscalité propre, soit plus de 87 % de la population et 93 % des communes. Les **groupements à fiscalité propre** se sont considérablement développés avec la mise en œuvre de la loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République de 1992, puis de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la **coopération intercommunale**.

Le secteur communal (communes et groupements de communes à fiscalité propre), assure 50 % de l'investissement public. Le report des élections municipales marque sensiblement l'évolution du cycle d'investissement. La baisse de l'effort d'investissement est nette en 2008 (-5,9 %), alors que les dépenses de fonctionnement progressent au même rythme qu'en 2007. Les recettes de fonctionnement augmentent moins rapidement ; en effet, la progression des impôts locaux de 3,9 % en euros courants s'établit à +1,1 % en euros constants. Il en résulte donc une baisse de marge de manœuvre. Les capacités d'autofinancement, qui constituent un tiers des moyens de financement de l'investissement, s'amoindrissent. Les recettes propres d'investissement, composées des dotations d'équipement de l'État et des subventions des régions et départements, subissent également un repli.

Pour les départements, les dépenses de fonctionnement progressent en 2008 au même rythme qu'en 2007, en raison des

charges liées à l'action sociale qui augmentent modérément. En revanche les dépenses de personnel enregistrent une hausse sensible (+19,1 %) avec le transfert des agents techniciens ouvriers et de service (TOS) émanant du ministère de l'Éducation nationale et des agents des DDE. Les recettes progressent moins rapidement. La capacité d'autofinancement des départements s'est nettement affaiblie (-11,1 %). Pour pallier cette baisse, les départements recourent fortement à l'emprunt (+37 %).

En 2008, les dépenses totales des régions s'accroissent fortement (+8,8 %) comparées aux autres collectivités locales. En effet, les charges de fonctionnement augmentent sous l'effet des transferts de compétences. La première vague de transfert de personnel TOS entraîne une hausse de près de 50 % des dépenses de personnel. Les dépenses d'intervention, premier poste de dépenses, progressent plus modérément qu'en 2007.

Le produit prélevé par les collectivités locales au titre des quatre taxes directes locales devrait s'élever en 2008 à près de 66 milliards d'euros, avec une évolution moyenne des taux de +4 % sous l'effet du dynamisme des bases imposables et d'une hausse limitée des taux d'imposition. Les groupements se sont progressivement substitués aux communes pour le traitement des ordures ménagères. Ils perçoivent 73 % des cinq milliards collectés au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). ■

### Définitions

**Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) :** regroupement de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Il est soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

**Fiscalité locale :** comprend la fiscalité directe (taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe d'habitation, taxe professionnelle) et la fiscalité indirecte (droits de mutation, carte grise...).

**Administrations publiques locales, collectivités territoriales, groupement de communes à fiscalité propre :** voir rubrique « définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- La fiscalité directe locale en 2009 : des produits votés en forte hausse », *Bulletin d'informations statistiques* n° 70, DGCL, novembre 2009.
- Les budgets primitifs des collectivités locales en 2009 », *Bulletin d'informations statistiques* n° 68, DGCL, septembre 2009.
- Les finances des collectivités locales en 2009 », Observatoire des finances locales, juillet 2009.
- Les comptes des administrations publiques en 2008 », *Insee Première* n° 1237, mai 2009.
- Les collectivités locales en chiffres 2009 », DGCL, avril 2009.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr), rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

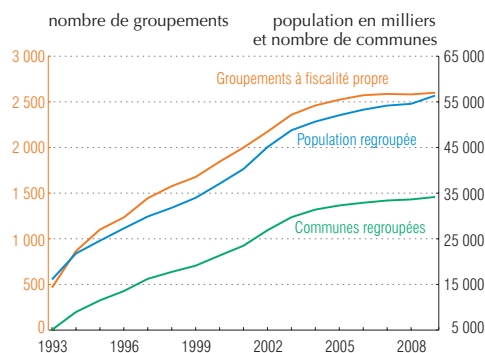
## Évolution des volumes budgétaires des collectivités locales

	2008/2007		2008/2007
Dépenses de fonctionnement	5,2	Recettes de fonctionnement	4,3
Frais de personnel	7,8	Impôts directs (4 taxes)	3,8
Charges à caractère général	3,6	Autres impôts et taxes	9,1
Intérêts de la dette	11,0	Dotations globales de fonctionnement (DGF)	2,1
Dépenses d'investissement	-0,3	Recettes d'investissement	-0,5
Dépenses d'équipement brut	-3,5	Dotations et subventions	-1,0
Remboursement de dette	10,0	Emprunts	0,2
<b>Total des dépenses</b>	<b>3,1</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>3,1</b>

Champ : données non consolidées, sauf reversements fiscaux des groupements à leurs communes membres.

Source : DGCL, budgets primitifs 2007 et 2008.

### Groupements à fiscalité propre



Source : DGCL.

### Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

	2006 (r)	2007 (r)	2008 (p)
<b>Aux départements</b>			
Aide sociale <sup>1</sup>	27 748	29 261	30 454
dont : revenu minimum d'insertion	7 253	7 520	7 526
APA <sup>2</sup>	4 415	4 630	4 962
Collèges	3 410	4 168	4 452
SDIS <sup>3</sup>	1 951	2 072	2 191
<b>Aux régions</b>			
Formation professionnelle continue <sup>4</sup>	3 993	5 116	5 196
Lycées	3 888	4 485	5 267
Régionalisation ferroviaire	2 882	3 296	3 337

1. Dépenses des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI et APA. 2. Allocation personnalisée d'autonomie. 3. Services départementaux d'incendie et de secours. 4. Y compris apprentissage.

Source : DGCL.

### Comptes des collectivités territoriales

	2005	2006	2007(p)
Dépenses réelles de fonctionnement	117,6	124,2	132,3
dont dépenses de personnel	38,6	40,7	44,6
Recettes de fonctionnement	145,9	153,8	161,7
dont impôts locaux	57,2	60,6	62,5
Épargne brute	28,3	29,6	29,5
Dépenses réelles d'investissement	60,2	63,3	67,9
dont dépenses d'équipement	34,2	37,4	41,2
Recettes réelles d'investissement	32,9	35,8	38,1
Dette totale au 31 décembre	93,3	98,6	104,9

Champ : les montants sont calculés hors gestion active de la dette. Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

Source : DGFiP.

### Structure de la fiscalité locale en 2007

Nature des impôts	en milliards d'euros			Total
	Communes et groupements <sup>1</sup>	Départements	Régions	
Taxe d'habitation	9,87	4,77	///	14,64
Taxe sur le foncier bâti	12,16	5,78	1,68	19,62
Taxe sur le foncier non bâti	0,77	0,05	0,01	0,83
Taxe professionnelle	16,45	8,43	2,92	27,80
<b>Produits votés des 4 taxes</b>	<b>39,25</b>	<b>19,02</b>	<b>4,62</b>	<b>62,89</b>
Taxe d'enlèvement des ord. mén.	4,81	///	///	4,81
Droits de mutation à titre onéreux	2,24	7,84	///	10,08
Taxe intérieure sur les prod. pétroliers	///	4,94	2,83	7,77
Versement aux transp. en commun	5,61	///	///	5,61
Taxe sur les cartes grises	///	///	1,94	1,94
Taxe sur l'électricité	0,94	0,49	///	1,44
Impôts et taxes d'outre-mer	0,74	0,15	0,50	1,39
Autres taxes	1,31	2,36	0,93	4,60
<b>Autres contributions<sup>2</sup></b>	<b>15,66</b>	<b>15,78</b>	<b>6,20</b>	<b>37,65</b>
<b>Total des taxes</b>	<b>54,91</b>	<b>34,80</b>	<b>10,82</b>	<b>100,54</b>

1. Y compris les syndicats. 2. Hors taxes liées à l'urbanisme.

Sources : DGFiP ; EDF.

### Concours financiers de l'État aux collectivités locales

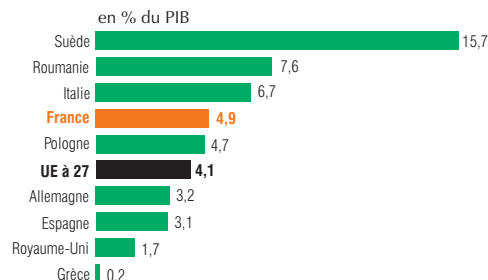
	2008	2009
Dotations globales de fonctionnement (DGF)	40 056	40 855
Autres prélèvements sur recettes	7 572	8 102
Compensations d'exonération	3 073	3 287
Mission Relations avec les collectivités territoriales	2 276	2 339
DGD formation professionnelle (mission travail et emploi)	1 686	1 686
Autres crédits	17 605	18 962
<b>Total des concours financiers de l'État<sup>1</sup></b>	<b>72 267</b>	<b>75 231</b>

1. Hors fiscalité transférée.

Champ : autorisations d'engagement.

Source : DGCL.

### Poids des impôts locaux dans quelques pays européens en 2007



Source : Eurostat.